
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 54

Bill 54

Loi modifiant la Loi de la publicité
le long des routes

An Act to amend the Roadside
Advertising Act

Première lecture

First reading

M. PINARD

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

ROCH LEFEBVRE

QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 54

Loi modifiant la Loi de la publicité le long des routes

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le paragraphe *b* de l'article 1 de la Loi de la publicité le long des routes (1965, 1^{re} session, chapitre 49) est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot « établi » par ce qui suit: « , un parc de stationnement, une halte routière ou tous autres ouvrages accessoires établis »;

b) en ajoutant, à la fin, les mots « ainsi qu'une autoroute et les voies latérales des chemins à chaussées séparées et à accès contrôlé. »

2. L'article 2 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) aux affiches placées dans les limites d'une municipalité de cité, de ville ou de village, quelle que soit la loi qui la régit, et dont l'affichage est régi par un règlement adopté par une telle municipalité et approuvé par le ministre; »;

b) en retranchant les paragraphes *d* et *e*.

3. L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **3.** Nul ne peut placer dans un endroit prohibé par règlement une affiche visible d'une voie publique.

De plus, nul ne peut installer une telle affiche si cette affiche ou son installation

Bill 54

An Act to amend the Roadside Advertising Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Paragraph *b* of section 1 of the Roadside Advertising Act (1965, 1st session, chapter 49) is amended:

(a) by replacing the word "established" in the fourth line by the following: ", parking lot, roadside rest area or any other accessory work established";

(b) by adding at the end the words "and an autoroute and the service roads of limited access divided highways."

2. Section 2 of the said act is amended:

(a) by replacing paragraph *b* by the following:

"*(b)* posters placed within the boundaries of a city, town or village municipality, by whatever act governed, the posting up of which is governed by a by-law made by such municipality and approved by the Minister;"

(b) by striking out paragraphs *d* and *e*.

3. Section 3 of the said act is replaced by the following:

"**3.** No person may place any poster which is visible from a public road in a place prohibited by regulation.

Moreover, no person may install such poster if it or its installation is not in

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet de loi a pour objet de modifier la définition de « voie publique » contenu dans la loi de la publicité le long des routes pour y inclure désormais les parcs de stationnement, les haltes routières et tous les autres ouvrages accessoires à un chemin au sens de l'article 45 de la Loi de la voirie et pour qu'elle comprenne les autoroutes et les voies latérales des chemins à chaussées séparées et à accès contrôlé.

L'article 2 a notamment pour effet de soustraire à l'application de la Loi de la publicité le long des routes les affiches placées dans les limites d'une municipalité de cité, de ville ou de village, et dont l'affichage est régi par un règlement adopté par une telle municipalité et approuvé par le ministre.

De plus, cet article assujettit désormais à l'application de la Loi de la publicité le long des routes certaines affiches qui y sont actuellement soustraites, soit l'affiche placée sur un immeuble pour en annoncer la vente ou la location ainsi que les affiches placées à l'occasion de manifestations religieuses ou patriotiques ou destinées à annoncer des expositions agricoles.

L'article 3 vise à prohiber l'affichage dans un endroit prohibé par règlement et à interdire de poser des affiches qui ne sont pas conformes aux normes prescrites par les règlements.

L'article 4 vise à prohiber l'affichage sans permis.

L'article 5 prévoit la demande et l'émission d'un permis.

L'article 6 établit les conditions relatives à la validité d'un permis et prévoit les cas d'annulation. Il impose de plus au ministre l'obligation d'informer, par écrit, de sa décision la personne à qui il refuse un permis

EXPLANATORY NOTES

The object of section 1 of this bill is to amend the definition of "public road" to include therein parking lots, roadside rest areas and all the accessories of a road within the meaning of section 45 of the Roads Act, and to include autoroutes and the service roads of limited access divided highways.

Section 2 has the effect particularly of withdrawing from the application of the Roadside Advertising Act posters placed within the boundaries of a city, town or village municipality, whose posting up is governed by a by-law made by such municipality and approved by the Minister.

Furthermore, this section will make certain signs or posters that are now withdrawn from the application of the Roadside Advertising Act subject to it henceforth, namely, signs placed on immovables to advertise them for sale or for rent, and posters set up in connection with religions or national festivities, or to advertise agricultural exhibitions.

Section 3 will forbid posting in a place prohibited by regulation and disallow the setting up of posters which are not in accordance with the standards prescribed by the regulations.

Section 4 will prohibit posting without a permit.

Section 5 provides for the application and issue of permits.

Section 6 establishes the conditions relating to the validity of permits and provides for cancellation. It also imposes upon the Minister the obligation to give notice, in writing, of his decision to the person to whom

n'est pas conforme aux prescriptions des règlements. »

4. L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **4.** Nul ne peut placer une affiche dans un endroit où elle peut être vue d'une voie publique, à moins de détenir un permis délivré à cette fin par le ministre. »

5. Ladite loi est modifiée en remplaçant l'article 5 par le suivant :

« **5.** Une personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande au ministre dans la forme prescrite par les règlements.

Le ministre émet le permis si le requérant remplit les conditions déterminées par les règlements et verse les droits qui y sont prescrits. »

6. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 5, les suivants :

« **5a.** Tout permis est émis au nom d'une personne physique, pour son compte ou pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société.

« **5b.** Un permis n'est valide que pour l'affiche qui y est mentionnée et que pour l'endroit qui y est indiqué.

« **5c.** Un permis est valide pendant un an à compter de la date de son émission et il continue de l'être, nonobstant l'expiration de ce délai, tant qu'il n'a pas été renouvelé ou annulé conformément à la présente loi.

« **5d.** Le ministre peut annuler le permis de toute personne qui refuse ou néglige de se soumettre aux prescriptions de la présente loi ou des règlements après en avoir été requise, par écrit, par le ministre, ou qui a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements.

« **5e.** Le ministre doit informer, par écrit, de sa décision la personne à qui il refuse un permis ou son renouvellement ou dont il annule le permis et donner les motifs de sa décision. »

accordance with the requirements of the regulations."

4. Section 4 of the said act is replaced by the following:

"**4.** No person may place a poster in a place where it may be seen from a public road, unless he holds a permit issued for that purpose by the Minister."

5. The said act is amended by replacing section 5 by the following:

"**5.** A person who applies for a permit must send his application to the Minister in the form prescribed by the regulations.

The Minister shall issue the permit if the applicant fulfils the conditions determined by the regulations and pays the duties prescribed therein."

6. The said act is amended by adding after section 5 the following:

"**5a.** Every permit shall be issued in the name of a physical person, on his behalf or for the benefit of a corporation or partnership.

"**5b.** A permit shall be valid only for the poster mentioned therein and for the place indicated therein.

"**5c.** A permit shall be valid for one year from the date of its issue and shall continue to be valid, notwithstanding the expiry of that delay, until renewed or cancelled in accordance with this act.

"**5d.** The Minister may cancel the permit of any person who refuses or neglects to comply with the requirements of this act or the regulations after being required to do so in writing by the Minister, or who has been found guilty of an offence against this act or the regulations.

"**5e.** The Minister shall give notice in writing of his decision to the person to whom he refuses a permit or its renewal or whose permit he cancels, and give the reasons for it."

ou son renouvellement ou dont il annule le permis et de donner à cette personne les motifs d'une telle décision.

L'article 7 précise le pouvoir de réglementation du gouvernement.

L'article 8 précise que l'article 8 de la Loi de la publicité le long des routes s'applique au propriétaire ou à l'occupant d'un immeuble plutôt qu'au propriétaire ou à l'occupant d'un terrain.

L'article 9 augmente le montant des amendes prévues en cas d'infraction.

L'article 10 permet au ministre ou à toute personne qu'il autorise à cette fin, d'enlever aux frais du contrevenant l'affiche, le bâti d'affiche ou l'éclairage qui ont fait l'objet d'une condamnation pour infraction, lorsque ce contrevenant ne s'est pas conformé dans le délai prescrit par la loi à l'ordre du tribunal.

Toutefois, cet article permet au propriétaire ou au contrevenant de reprendre possession des objets enlevés, par avis écrit transmis au ministre dans les trente jours de l'enlèvement, à condition de payer les frais occasionnés par l'enlèvement et la garde de ces objets. À défaut par le contrevenant de réclamer la possession de ces objets dans le délai spécifié, cet article permet au ministre de les faire détruire.

L'article 11 établit le délai accordé au propriétaire d'une affiche érigée conformément à la Loi des panneaux-réclame, pour se conformer à la Loi de la publicité le long des routes.

L'article 12 prévoit que la juridiction de l'Office des autoroutes relative à l'affichage le long des autoroutes qui relèvent de l'Office, peut être transférée au ministre de la voirie. Dans un tel cas, cet article prévoit cependant que les permis délivrés par l'Office des autoroutes resteront en vigueur jusqu'à leur expiration tant que les affiches resteront conformes aux conditions imposées par l'Office des autoroutes lors de l'émission de permis.

he refuses a permit or its renewal or whose permit he cancels and to give to the person the reasons for it.

Section 7 specifies the regulatory powers of the government.

Section 8 specifies that section 8 of the Roadside Advertising Act applies to the owner or occupant of an immovable rather than to the owner or occupant of land.

Section 9 increases the amount of the fines provided for in case of an offence.

Section 10 enables the Minister or any person whom he authorizes for that purpose, to remove at the expense of the offender the poster, poster structure or lighting which was the subject of a conviction for an offence, when the offender did not comply with the court order within the delay prescribed by law.

However, this section enables the owner or offender to resume possession of the objects removed, by written notice sent to the Minister within thirty days from the removal, provided that he pays the costs incurred by the removal and keeping of the objects. Upon failure by the offender to claim possession of the objects within the specified delay, this section enables the Minister to have them destroyed.

Section 11 fixes the delay granted to the owner of a poster erected in accordance with the Signboards and Posters Act, to comply with the Roadside Advertising Act.

Section 12 provides that the jurisdiction of the Autoroutes Authority respecting posting along the autoroutes under the Authority, may be transferred to the Minister of Roads. In that case, this section nevertheless provides that the permits issued by the Autoroutes Authority will remain in force until they expire as long as the posters continue to comply with the conditions imposed by the Autoroutes Authority at the time the permits were issued.

7. L'article 6 de ladite loi est modifié:
a) en remplaçant les trois premières lignes par ce qui suit:

« Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour la mise en application de la présente loi et notamment pour: »;

b) en insérant, dans la première ligne du paragraphe *b* du premier alinéa, après le mot « emplacement », ce qui suit: « , le nombre, la distance du sol »;

c) en ajoutant, après le paragraphe *b* du premier alinéa, les paragraphes suivants:

« c) déterminer les endroits où il est prohibé de poser une affiche;

« d) déterminer la distance entre une voie publique et l'endroit où une affiche peut être posée;

« e) établir des catégories d'affiches et déterminer les catégories qu'il est prohibé d'utiliser;

« f) déterminer les enseignes lumineuses et l'éclairage qui sont nuisibles aux conducteurs de véhicules-automobiles et en interdire l'utilisation;

« g) déterminer la forme d'une demande de permis, les renseignements que doit fournir le requérant et les droits qu'il doit verser;

« h) rendre obligatoire la fixation d'une plaque matricule sur toute affiche pour laquelle un permis a été émis. »

8. L'article 8 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du paragraphe *a*, le mot « terrain » par le mot « immeuble ».

9. Ladite loi est modifiée en remplaçant l'article 9 par le suivant:

« **9.** Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de \$50 à \$100 pour une première infraction et d'une amende de \$100 à \$300 dans le cas de récidive dans les deux ans. »

10. L'article 10 de ladite loi est modifiée:

7. Section 6 of the said act is amended:
(a) by replacing the first three lines by the following:

"The Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the carrying out of this act and in particular:";

(b) by inserting after the word "location" in the first line of subparagraph *b* of the first paragraph, the following: "the number, distance from the ground";

(c) by adding after subparagraph *b* of the first paragraph the following:

"(c) to determine the places where it is prohibited to place a poster;

"(d) to determine the distance between a public road and the place where a poster may be placed;

"(e) to establish classes of posters and determine the classes it is prohibited to use;

"(f) to determine the luminous signs and lighting harmful to drivers of motor vehicles and prohibit their use;

"(g) to determine the form of an application for a permit, the information the applicant must give and the duties he must pay;

"(h) to make obligatory the affixing of a registration marker on any poster for which a permit has been issued."

8. Section 8 of the said act is amended by replacing the word "land" in the first line of paragraph *a* by the word "immoveable".

9. The said act is amended by replacing section 9 by the following:

"**9.** Whoever contravenes this act or the regulations commits an offence and is liable, upon summary proceeding, in addition to the costs, to a fine of \$50 to \$100 for a first offence and to a fine of \$100 to \$300 in the case of a subsequent offence within two years."

10. Section 10 of the said act is amended:

a) en ajoutant dans la troisième ligne, après le mot « affiche », les mots « ou l'éclairage »;

b) en ajoutant, à la fin, les alinéas suivants:

« À défaut du contrevenant d'enlever, dans le délai visé à l'alinéa précédent, l'affiche et le bâti d'affiche ou l'éclairage qui ont fait l'objet de l'infraction, le ministre ou toute personne qu'il autorise à cette fin peut les enlever aux frais de la personne condamnée.

Dans un tel cas, le propriétaire ou le contrevenant peut en reprendre possession pourvu qu'il en fasse la réclamation, par écrit, au ministre, dans les trente jours de l'enlèvement et qu'il paie les frais occasionnés par l'enlèvement et la garde de ces objets. À défaut du propriétaire ou du contrevenant de se conformer au présent alinéa, le ministre peut faire détruire ces objets. »

11. L'article 11 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les huitième, neuvième, dixième et onzième lignes, les mots « de dix ans à compter du jour où cette affiche ou ce bâti ont été légalement installés ou rénovés » par les mots « de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi »;

b) en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

« Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas dans le cas d'une voie publique à une seule voie de circulation qui est transformée en autoroute à deux voies de circulation. »

12. L'article 24 de la Loi des autoroutes (Statuts refondus, 1964, chapitre 134) est abrogé.

Toutefois, les permis émis par l'Office des autoroutes du Québec en vertu dudit article restent en vigueur jusqu'à leur expiration pourvu que les affiches, panneaux-réclame et enseignes lumineuses pour lesquels ces permis ont été émis restent conformes aux conditions imposées par l'Office en vertu dudit article.

(a) by adding after the word "structure" in the third line the words "or lighting";

(b) by adding at the end the following:

"If the offender fails to remove, within the delay contemplated in the preceding paragraph, the poster and poster structure or lighting which was the subject of the infringement, the Minister or any person authorized by him for that purpose may remove them at the expense of the person convicted.

In such case, the owner or offender may resume possession of it provided that he makes the claim for it, in writing, to the Minister, within thirty days from the removal and pays the costs incurred by the removal and keeping of such objects. If the owner or offender fails to comply with this paragraph, the Minister may have the objects destroyed."

11. Section 11 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "of ten years from the day when such poster or structure was legally erected or renovated" in the eighth, ninth and tenth lines by the words "of two years from the coming into force of this act";

(b) by adding after the first paragraph the following:

"However, the first paragraph shall not apply to a single lane public road changed into a two-lane autoroute."

12. Section 24 of the Autoroutes Act (Revised Statutes, 1964, chapter 134) is repealed.

However, the permits issued by the Québec Autoroutes Authority under the said section shall remain in force until their expiry provided that the posters, signboards and luminous signs for which the permits have been issued continue to comply with the conditions imposed by the Authority under the said section.

13. La présente loi entrera en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la Loi de la publicité le long des routes (1965, 1^{re} session, chapitre 49) sauf l'article 7 qui entre en vigueur le jour de sa sanction et l'article 12 qui entrera en vigueur le jour fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

13. This act shall come into force on the date of the coming into force of the Roadside Advertising Act (1965, 1st session, chapter 49) except section 7 which shall come into force on the day of its sanction and section 12 which shall come into force on the day fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.